

Ressources naturelles et croissance pro-pauvres : Enjeux économiques et politiques

Résumé

Les ressources naturelles peuvent générer une croissance durable et réduire ainsi la pauvreté, notamment en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Il est par conséquent urgent de mettre l'accent sur la nécessité d'améliorer la gestion des ressources naturelles dans l'optique d'une croissance économique pro-pauvres sur le long terme. Par ce terme, nous entendons une croissance qui, par son rythme et sa nature, renforcerait la capacité des femmes et des hommes vivant dans la pauvreté à contribuer à la croissance et à en bénéficier.

Le contexte international dans lequel s'inscrit la gestion des ressources naturelles évolue rapidement. De nombreuses économies émergentes en importent à présent de grandes quantités, et cette demande accrue ne rend que plus urgente une meilleure gestion de ces ressources.

Cette publication se concentre sur les bénéfices économiques à tirer d'une meilleure gestion des ressources naturelles, afin d'encourager les décideurs économiques au sein des agences d'aide au développement et dans les ministères chargés des finances et de la planification dans les pays partenaires à prendre en considération le rôle des ressources naturelles dans la croissance pro-pauvres.

Par ailleurs, elle passe en revue les aspects politiques de la gestion des ressources naturelles pour mettre en évidence les rôles joués par les différentes parties prenantes concernées, leur degré d'influence respective et les incitations et obstacles auxquels ils font face, et leurs conséquences quant à l'utilisation durable des ressources naturelles. L'intérêt de former des coalitions originales pour dynamiser le changement et promouvoir une gestion durable est mis en avant. Ces dimensions et enjeux d'ordre politique ont souvent été sous-estimés dans les démarches antérieures qui mettaient davantage l'accent sur les aspects technocratiques de la gestion des ressources naturelles. Les moyens de renforcer la cohérence des politiques au service du développement sont également soulignés. Il s'agit aussi d'attirer l'attention des décideurs, dans les pays de l'OCDE et les pays partenaires comme dans les organismes de coopération pour le développement, sur la place à donner aux aspects politiques de la gestion des ressources naturelles afin d'inscrire la croissance économique pro-pauvres dans la durée.

Sept domaines spécifiques sont examinés pour illustrer le rôle décisif de l'utilisation des ressources naturelles dans le soutien d'une croissance pro-pauvres : la pêche ; les forêts ; le tourisme axé sur la nature et la faune ; la productivité des sols ; la gestion des ressources en eau ; les minéraux ; et les énergies renouvelables. Une gestion plus judicieuse des ressources dans ces domaines clés peut en effet contribuer au processus de croissance.

Introduction à la partie I – Vue d'ensemble des questions clés

La croissance pro-pauvres conditionne la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Un consensus se dégage autour de l'idée qu'à long terme la croissance économique est un élément indispensable, et souvent le facteur principal de réduction de

la pauvreté. Les analyses comparatives de nombreux pays et sur différentes époques montrent que, sur le long terme, la réduction de la pauvreté résulte principalement de la croissance économique. En même temps, des pays en développement bénéficiant de taux de croissance similaires ont atteint des taux de réduction de la pauvreté différents en fonction des différentes conditions initiales, notamment en ce qui concerne les inégalités de répartition des revenus et des richesses. La concentration de la croissance dans des domaines et zones géographique où les populations pauvres vivent ou sont économiquement actives contribue à la réduction de la pauvreté. Les efforts en soutien de la réduction de la pauvreté doivent donc prendre en compte tant les caractéristiques qualitatives de la croissance économique que son rythme.

Si les villes accueillent une proportion grandissante des populations les plus démunies de la planète, les populations pauvres resteront majoritairement concentrées dans les zones rurales pendant les décennies à venir. Leur subsistance continuera de dépendre des ressources naturelles. Les sols, l'eau, les forêts et la pêche sont en effet au cœur de la vie commerciale et des activités de subsistance, et ils constituent souvent un filet de sécurité en période de crise. Les stratégies axées sur les zones rurales, englobant une gestion des ressources naturelles favorable aux populations les plus démunies, devraient donc rester au premier plan de la lutte contre la pauvreté.

Le capital naturel contribue directement à la richesse économique, à l'emploi et aux recettes fiscales. Les ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables, interviennent dans les activités économiques de diverses manières. Les produits fabriqués à partir de ressources renouvelables comprennent le bois et les produits forestiers non ligneux, les poissons et crustacés sauvages, etc. Les marchandises produites à partir de ressources naturelles non renouvelables sont principalement le pétrole et les minéraux. Ces produits sous-tendent les économies de nombreux pays en développement. Les ressources forestières dont sont dotés des pays tels que le Cameroun et l'Indonésie, de même que les richesses halieutiques de la Mauritanie et des îles du Pacifique, en sont l'illustration. Le tourisme axé sur la nature entre pour une large part dans les recettes touristiques internationales de certains pays à faible revenu en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les ressources en sols et en eau sous-tendent les activités agricoles, dont le rôle est déterminant dans l'économie de bien des pays en développement. L'extraction du sous-sol explique pour beaucoup la prospérité de pays tels que le Koweït et le Botswana. Les énergies renouvelables peuvent contribuer de façon décisive à assurer l'accès des pauvres à l'énergie.

Le capital naturel revêt une importance particulière dans les pays en développement. D'après les estimations, sa part dans le total des richesses atteint 26 % dans les pays à faible revenu, contre 13 % dans les pays à revenu intermédiaire et 2 % seulement dans les pays industrialisés ou membres de l'OCDE. Par ailleurs, la production primaire occupe une place relativement plus grande dans la production, le commerce intérieur, les exportations et le revenu national des pays en développement. Aussi, les activités fondées sur les ressources naturelles se traduisent-elles par des possibilités d'emploi et de revenu appréciables.

Les moyens de subsistance des populations les plus pauvres reposent généralement sur les ressources naturelles. Les pauvres dépendent souvent, dans une large mesure, de ressources naturelles relevant du « patrimoine commun » : jachères, forêts, zones de pêche, pâturages et zones humides, entre autres exemples. De nombreuses populations rurales

démunies en tirent des aliments, du fourrage, des combustibles, des matériaux de construction, des plantes médicinales et des revenus. En Inde, la part des ressources naturelles collectives dans le revenu des familles pauvres a été estimée à 12 %. De façon générale, plus un ménage est pauvre, plus la contribution de ces ressources dans ses revenus est élevée.

Les ressources naturelles génèrent tout un éventail d'externalités positives au niveau national et mondial. Elles produisent non seulement des biens mais aussi des services, par exemple la filtration de l'eau ou la stabilisation des cycles de l'eau. Les **services rendus par la nature au niveau local et national** englobent, par exemple, la stabilité des sols en amont dans un bassin hydrographique, qui est largement assurée par la végétation et qui contribue au bon fonctionnement en aval des installations d'approvisionnement en eau, d'irrigation ou de production hydroélectrique. Les **services de portée mondiale** renvoient notamment au piégeage du carbone par les forêts ou les sols, qui aide à maîtriser le changement climatique.

La gestion durable des ressources naturelles présente des défis particuliers. La gestion durable des ressources repose sur la capacité de suivre l'évolution des stocks et prendre des mesures correctives en cas de dégradation importante.

La gestion des ressources naturelles soulève des problèmes particuliers. Les économies basées sur l'exploitation des ressources naturelles peuvent être particulièrement sensibles aux cycles expansion-récession au niveau international et aux chocs économiques qui s'ensuivent, notamment à travers des chutes ou augmentations brutales des prix des principaux produits d'exportation. En outre, quand un pays découvre soudainement de grandes quantités de ressources naturelles et commence à les exporter – ou qu'un secteur d'activité augmente fortement sa part des exportations –, cela peut entraîner un changement significatif du taux de change qui, à son tour, peut conduire à une diminution de la compétitivité des autres secteurs. Ce genre de situation est connu sous le nom de « syndrome hollandais ». Des fonds de stabilisation, des investissements publics financés par les recettes d'aubaine, l'adoption d'hypothèses prudentes concernant les prix futurs des principaux produits d'exportation, la diversification des exportations, ainsi que l'utilisation appropriée des systèmes fiscaux et le maintien de la dette extérieure à un niveau soutenable sont autant de réponses politiques possibles aux cycles expansion-récession et au « syndrome hollandais ». Des systèmes de paiement pour des services environnementaux ainsi que des mécanismes basés sur le marché établis spécialement au niveau international pour rémunérer les services environnementaux tels que le piégeage du carbone peuvent aider à atténuer le problème d'absence de marché pour les services environnementaux.

Enfin, le contexte international de la gestion des ressources naturelles est en train de changer. Ainsi, beaucoup d'économies émergentes sont aujourd'hui parmi les plus grandes importatrices de ressources naturelles. Cette demande accrue rend l'amélioration de la gestion des ressources encore plus urgente.

Moyennant une gestion rationnelle, les ressources naturelles peuvent étayer durablement la croissance pro-pauvres. Pour contribuer non seulement à soutenir la croissance mais aussi à la pérenniser, les ressources naturelles doivent être utilisées de façon efficace, équitable et durable sur le long terme. Par exemple, il est souvent possible d'augmenter leur valeur commerciale à travers des améliorations qualitatives ou par la transformation de produits bruts. Ceci requiert des investissements dans le capital humain

et physique ainsi que des politiques favorables à l'accroissement de la valeur ajoutée des ressources naturelles et à la diversification de leurs débouchés. Les recettes fiscales accrues découlant d'une meilleure mise en valeur des ressources naturelles peuvent être orientées vers des investissements pro-pauvres.

La conversion des ressources naturelles en d'autres types de capital, tels que le capital social et humain, peut être propice à une croissance durable, sous réserve que certaines conditions soient réunies. Les décisions en la matière doivent prendre en compte tous les facteurs sociaux, économiques et environnementaux pertinents. Entrent en jeu des arbitrages indispensables entre différentes parties prenantes et des seuils critiques de conversion à ne pas dépasser. Au-delà d'une limite donnée, les richesses naturelles et les bienfaits économiques, sociaux et environnementaux qu'elles apportent peuvent être anéantis, parfois de façon irréversible. Certaines ressources naturelles sont irremplaçables et doivent être préservées en vue d'inscrire la croissance dans la durée et de maintenir l'équité avec les générations futures.

Les aspects politiques et les modalités de gouvernance jouent un rôle déterminant dans la gestion pro-pauvres des ressources naturelles. La gouvernance des ressources naturelles doit tenir compte des spécificités de ces ressources et des acteurs concernés, ainsi que le cadre et le régime institutionnels pertinents. Les caractéristiques distinctives des ressources naturelles (ambiguïté des droits de propriété, multiplicité des revendications et fonctions, absence de prix de marché, éloignement et difficultés d'accès), conjuguées à des carences institutionnelles, constituent des obstacles particuliers à cet égard.

Des groupes privilégiés risquent notamment de monopoliser l'accès aux ressources naturelles en excluant les populations les plus pauvres. Les avantages tirés de ces ressources sont alors réservés à une élite, sans alimenter la croissance du pays ni, *a fortiori*, améliorer le sort des populations les plus pauvres. Outre les problèmes liés à la corruption et aux insuffisances de la gouvernance, les nombreuses formes possibles d'utilisation des ressources naturelles – souvent incompatibles – donnent lieu à toute une série de compromis et d'exigences concurrentes sinon incompatibles.

La gouvernance des ressources naturelles passe par des mesures obéissant à des choix politiques, comme les instruments de marché, les réglementations, la coopération et l'information. Les effets redistributifs de ces mesures varient. Pour que les résultats soient pro-pauvres, il faut veiller à ce que les groupes les plus démunis soient véritablement associés aux mécanismes de gouvernance.

Des réformes politiques de gestion des ressources naturelles ne sauraient être imposées de l'extérieur. Elles doivent reposer sur une forte appropriation des processus de décision par les populations. Des « coalitions pour le changement » (pilotées par tous les citoyens, les organisations qui les représentent, la société civile, les responsables politiques, les instances gouvernementales, le secteur privé et les agences d'aide au développement) peuvent favoriser des réformes propices à une meilleure gestion des ressources naturelles au service de la croissance pro-pauvres. Une des grandes difficultés consiste à transposer au niveau national les dynamiques amorcées au niveau local.

Conclusions et recommandations à l'intention des décideurs

Certaines données fondamentales doivent retenir l'attention des décideurs politiques pour réaliser tout le potentiel de réduction durable de la pauvreté qu'offre la croissance. Premièrement, la dépendance économique des pays pauvres à l'égard des ressources

naturelles est beaucoup plus forte que celle des pays riches. Deuxièmement, les ressources naturelles sont l'un des principaux actifs – sinon le principal actif – des populations pauvres. Troisièmement, le contexte international dans lequel s'inscrit la gestion des ressources naturelles est en train de changer. Beaucoup d'économies émergentes en importent à présent de grandes quantités, et cette demande accrue ne rend que plus urgente une meilleure gestion des ressources.

Il appartient aux décideurs, tant dans les pays de l'OCDE que dans les pays en développement, ainsi qu'au sein des agences de coopération pour le développement, de préconiser des changements politiques en vue d'une gestion des ressources naturelles axée sur la croissance pro-pauvres. Tout d'abord, la coopération pour le développement peut soutenir des initiatives visant à une gestion plus durable des ressources naturelles. Il s'agit notamment de démontrer les avantages d'une meilleure gestion, d'appuyer des systèmes de gouvernance des ressources naturelles qui soient favorables aux populations pauvres, et de renforcer la capacité des coopératives et organisations communautaires à contrôler les ressources naturelles. Il faut en outre soutenir la clarification des droits d'accès et d'usufruit aux terres et autres ressources de façon à encourager leur accès par les plus pauvres et une gestion responsable à long terme. Ceci doit prendre en compte les systèmes coutumiers de gestion et d'accès aux ressources en vigueur dans de nombreux pays. L'utilisation d'outils tels que l'évaluation rurale participative, l'évaluation environnementale stratégique et l'évaluation d'impacts sociaux peuvent faciliter une planification à long terme des ressources naturelles.

Deuxièmement, la cohérence des politiques au service du développement doit également être renforcée. Autrement dit, il faut s'assurer que les politiques menées par les pays industrialisés dans les domaines autres que la coopération pour le développement accompagnent, ou du moins ne compromettent pas, les efforts déployés par les pays en développement pour atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international. Les politiques des économies émergentes doivent également être alignées sur ces objectifs. Enfin, les accords multilatéraux en matière d'environnement doivent prendre en compte les intérêts des plus pauvres et, en particulier, veiller à garantir aux populations les plus démunies l'accès aux ressources naturelles.

Propositions à l'usage des praticiens

À la fin de la Partie I, une liste récapitulative traduit en propositions d'actions concrètes les messages principaux de ce document. Elle contient un ensemble de questions concernant les liens entre ressources naturelles et croissance pro-pauvres. Les spécialistes de la gestion des ressources naturelles au sein des organismes de développement et leurs partenaires dans les pays en développement peuvent s'y reporter et y réfléchir en vue d'améliorer cette gestion.

Introduction à la partie II – Ressources naturelles déterminantes pour la croissance pro-pauvres

La deuxième partie du document porte sur sept domaines particuliers illustrant le rôle décisif des ressources naturelles dans le maintien d'une croissance pro-pauvres : la pêche ; les forêts ; le tourisme axé sur la nature et la faune ; la productivité des sols ; la sécurité des ressources en eau ; les minéraux ; et les énergies renouvelables. Une gestion plus judicieuse de ces ressources clés peut en effet contribuer au processus de croissance. L'analyse est étayée par plusieurs études de cas consultables sur internet (www.povertyenvironment.net/pep).

La pêche

La pêche est une source de richesses importante pour beaucoup de pays côtiers et insulaires en développement. Des millions de personnes en dépendent pour leur alimentation, et 95 % environ des 35 millions de pêcheurs de la planète vivent dans des pays en développement. Dans les échanges internationaux, les produits halieutiques l'emportent largement, en valeur, sur tous les biens d'exportation de ces pays. Certains tirent de ce secteur jusqu'à 30 % de leurs recettes fiscales.

Cependant, les stocks halieutiques de maintes zones côtières du monde en développement sont gravement menacés par la surpêche. Les lacunes institutionnelles, l'incapacité de mettre en œuvre efficacement les politiques, ainsi que la nature migratoire et librement accessible des ressources halieutiques, expliquent cette surexploitation. Pour concilier les objectifs de croissance, de réduction de la pauvreté et de protection de la ressource halieutique, une gestion plus efficace s'impose. Plusieurs problèmes politiques et difficultés de gestion restent à résoudre dans le secteur de la pêche, notamment la pêche illégale et non déclarée. En outre, il convient de faire des choix délicats concernant l'équilibre entre la pêche industrielle à grande échelle et les pêcheurs artisanaux, et d'accroître les recettes fiscales provenant de ce secteur. Malgré tous ces défis, moyennant une meilleure gestion, la pêche peut contribuer davantage à la croissance pro-pauvres, comme l'ont montré divers pays.

Les forêts

Le secteur forestier occupe une place de choix dans la croissance et l'emploi. Il représente plus de 10 % du PIB dans beaucoup de pays, et procure des emplois formels et informels pour 40 à 60 millions d'habitants dans des pays en développement. Bon nombre de pays en développement doivent aussi au bois une part importante de leurs recettes d'exportation. Plus de 90 % des populations vivant dans des conditions de pauvreté extrême tirent une partie de leurs moyens d'existence des forêts. Or le couvert forestier de la planète a diminué de 20 % au moins depuis le début de l'agriculture. Si la superficie boisée a légèrement augmenté depuis 1980 dans les pays industrialisés, elle a régressé de près de 10 % dans les pays en développement.

Les forêts naturelles, par comparaison aux plantations, sont des ressources précieuses qui appartiennent à l'État dans la plupart des pays. Toutefois, dans bien des cas, la faiblesse de moyens d'application des règlements forestiers et la corruption à grande échelle limitent les perspectives de réduction de la pauvreté offertes par les forêts. Une amélioration des institutions est indispensable à la fois pour assurer la viabilité à long terme du secteur forestier et pour permettre à l'État de récupérer une part plus importante des recettes. Des résultats riches d'enseignements ont été obtenus en Asie du sud, en Amérique latine et en Afrique.

Le tourisme axé sur la nature et la faune

Les espèces sauvages jouent un rôle de filet de sécurité important pour beaucoup de populations démunies – fourniture d'aliments, de fibres et de plantes médicinales – et se prêtent aussi à la création de richesses. On estime que 150 millions de personnes (un huitième des habitants les plus pauvres de la planète) tirent des milieux naturels un complément appréciable pour leur subsistance.

Le tourisme axé sur la nature offre des perspectives intéressantes de croissance économique fondée sur la nature. Il figure parmi les segments du tourisme mondial dont

la montée en puissance est la plus rapide ; c'est l'un des rares secteurs d'exportation de services dans lequel les pays pauvres disposent d'un solide avantage comparatif (ou peuvent l'acquérir) grâce à une base de ressources naturelles souvent riche. La chasse au gros gibier (trophée) peut être une activité particulièrement lucrative pour certains États, et apporte des recettes publiques non négligeables en Tanzanie, par exemple.

Le commerce des espèces sauvages mérite aussi de retenir beaucoup plus d'attention – il génère un montant estimé à 15 milliards USD par an dans le monde, abstraction faite des échanges à grande échelle portant sur le poisson et le bois. Cependant, la surexploitation des espèces et le commerce illégal de faune et de flore sauvages peuvent être lourds de conséquences économiques et écologiques. Des mesures de gestion, de réglementation et de surveillance plus satisfaisantes s'imposent pour faire du commerce des espèces sauvages un élément de la croissance pro-pauvres.

La productivité des sols

La productivité des sols est essentielle pour les activités agricoles, la sécurité de l'approvisionnement alimentaire et les conditions de vie des populations pauvres. L'agriculture est le principal moteur de croissance économique pour la majorité des pays en développement, et l'expansion dans ce secteur joue un rôle particulièrement efficace dans la lutte contre la pauvreté. Les pays à faible revenu sont ceux où la part de l'agriculture dans le PIB est la plus grande (de l'ordre de 30 %, en règle générale), alors que cette part n'atteint pas 4 % dans les pays à haut revenu. En outre, une augmentation de 1 % du PIB agricole se traduit par un gain de revenu par habitant de 1.6 % pour le quintile le plus pauvre de la population. Le secteur agricole devra par ailleurs nourrir 1.7 milliard de personnes supplémentaires d'ici à 20 ans. Mais la croissance pro-pauvres et la production alimentaire sont menacées par une grave dégradation des sols.

La dégradation des sols entraîne une baisse de productivité agricole allant de 1 à 9 % en Afrique. Plus de 16 % des terres cultivées et des zones arides sont dégradées à des degrés divers dans les pays à faible revenu, principalement sous l'effet de l'érosion, de l'appauvrissement en éléments nutritifs et de la salinisation. Cette dégradation figure parmi les grands défis environnementaux actuels. Face au coût exorbitant de la dégradation des sols, les investissements destinés à améliorer la fertilité sont étonnamment faibles, pour diverses raisons qui mettent en cause le régime foncier, l'accès au crédit et aux marchés, ainsi que les politiques fiscales et commerciales. Les terres étant de plus en plus sollicitées dans le monde en développement, la valeur économique de la conservation des sols devrait augmenter.

La sécurité des ressources en eau

Dans bon nombre des pays les plus pauvres de la planète, il existe une corrélation étroite entre la variable pluviométrique et les résultats du PIB. L'importance des ressources en eau dans la croissance pro-pauvres tient au caractère irremplaçable de l'eau de boisson et de toilette dans la vie quotidienne de chaque être humain et au fait que ces ressources sont utilisées comme intrants dans des secteurs tels que l'agriculture (irriguée), l'énergie, l'industrie, etc. Si les pays développés sont parvenus à mettre les ressources en eau au service du développement économique en investissant dans l'encadrement institutionnel et les infrastructures, les économies les moins avancées sont confrontées à de fortes fluctuations saisonnières du climat, aux aléas des pluies et/ou à des précipitations

extrêmes, alors que leurs capacités, institutions et infrastructures sont généralement insuffisantes pour prendre en charge et atténuer ces problèmes qui risquent de s'amplifier.

Il est de plus en plus admis que la mise en valeur et la gestion des ressources en eau sont essentielles non seulement pour assurer le bien-être, mais aussi pour créer des richesses, atténuer les risques et faire reculer la pauvreté. Beaucoup de pays en développement devront consacrer d'importants investissements aux infrastructures hydrauliques à tous les niveaux. En outre, il faudra veiller davantage au développement institutionnel, à l'environnement et à la répartition équitable des bénéfices et les coûts.

Les minéraux

L'extraction de minéraux met en jeu des ressources non renouvelables. Pour créer des richesses dans une perspective à long terme, il faut veiller à convertir au moins une partie des ressources minérales en d'autres formes de capital (humain, social, financier et manufacturé) susceptibles d'offrir des revenus économiques durables à long terme.

Pour beaucoup de pays en développement, l'exploitation minière est une importante source de croissance, de recettes publiques et d'investissements étrangers. On estime que le secteur fait travailler 22 à 25 millions de personnes dans le monde. Ceci inclut les mineurs des exploitations artisanales et à petite échelle (mineurs travaillant pour leur compte, mineurs de subsistance), qui ont le plus souvent des conditions de vie misérables. Par ailleurs, l'importance économique du secteur va en augmentant. Entre 2000 et 2005, la valeur des échanges mondiaux de minéraux a progressé de 17 % par an. Les prix des minéraux sont fluctuants, et se sont nettement orientés en hausse durant les cinq années écoulées. Cette évolution a été en partie dynamisée par une forte demande et des taux de croissance économique élevés en Chine et en Inde.

Mais l'abondance de ressources minérales ne se traduit pas automatiquement par la prospérité économique et la réduction de la pauvreté. Certains pays particulièrement bien dotés en la matière figurent parmi les plus pauvres au monde, affichent des niveaux élevés de corruption et souffrent de conflits. Il faut donc admettre l'éventualité d'une « malédiction des ressources » et chercher concrètement à y parer. La bonne gouvernance, la solidité des institutions, l'efficacité des réglementations, ainsi que la rigueur des mesures de protection environnementale et sociale, sont indispensables pour mettre le potentiel économique de l'exploitation minière au service de la croissance pro-pauvres. Comme l'ont montré plusieurs pays de l'OCDE et des pays en développement, l'exploitation des richesses minérales peut dynamiser le développement.

Les énergies renouvelables

Les énergies renouvelables peuvent jouer un rôle essentiel dans le maintien d'une croissance pro-pauvres et la réalisation des OMD, en assurant un approvisionnement énergétique plus viable, équitable et sûr. L'accès à l'énergie est l'une des clés du développement et de la croissance économique ; outre l'éclairage et le chauffage, il assure l'alimentation indispensable à la production et aux communications. Or les systèmes énergétiques actuels ne peuvent fournir de l'énergie à tous durablement et pour un prix abordable. D'après les estimations, 1.6 milliard de personnes n'ont pas accès à des formes modernes d'énergie, la plupart vivant dans les zones rurales des pays en développement, loin des systèmes énergétiques centralisés. D'où une prise de conscience grandissante que des sources et modes inédits d'approvisionnement et de consommation énergétiques sont indispensables pour mieux inscrire le processus de croissance dans la durée.

Table des matières

Préface	13
Ressources naturelles et croissance pro-pauvres : Enjeux économiques et politiques	15
Résumé	16
Introduction à la partie I – Vue d’ensemble des questions clés	16
Introduction à la partie II – Ressources naturelles déterminantes pour la croissance pro-pauvres	20
<i>Partie I</i>	
Vue d’ensemble des questions clés	
Chapitre 1. Introduction	27
Notes	29
Chapitre 2. Caractéristiques spécifiques des ressources naturelles	31
2.1. Diversité des formes et des fonctions du capital naturel	32
2.2. La difficulté de mesurer et de contrôler les stocks de ressources naturelles	32
2.3. La « malédiction » des ressources naturelles	33
Chapitre 3. Économie de la gestion durable des ressources naturelles	37
3.1. Vue d’ensemble	38
3.2. Le capital naturel contribue directement aux revenus, à l’emploi et aux recettes fiscales	39
3.3. Les moyens d’existence des plus pauvres reposent sur les ressources naturelles	40
3.4. Les ressources naturelles constituent un filet de sécurité par temps de crise	40
3.5. Les ressources naturelles génèrent un large éventail d’externalités positives aux niveaux national et mondial	43
3.6. La gestion durable des ressources naturelles doit relever des défis particuliers	44
3.7. Convertir les ressources naturelles en d’autres formes de capital : De grands enjeux	47
3.8. Gérer les ressources naturelles au service d’une croissance pro-pauvres : Pistes privilégiées	52
Notes	58

Chapitre 4. Dimensions politiques de la gestion des ressources naturelles	59
4.1. Facteurs essentiels d'une bonne gestion des ressources naturelles	60
4.2. Politiques et mesures propices à une gouvernance pro-pauvres et durable des ressources.	67
4.3. Gérer le processus de l'action publique : Changer la politique d'appui à une gestion pro-pauvres des ressources naturelles	71
4.4. Conclusions	74
Notes	74
Chapitre 5. Conclusions et recommandations à l'intention des décideurs	75
5.1. Conclusions	76
5.2. Recommandations	77
Notes	84
Liste récapitulative à l'usage des praticiens	85
Aspects socio-économiques de la gestion des ressources naturelles	85
Gouvernance et capacités de gestion des ressources naturelles	86
 Partie II 	
Ressources naturelles déterminantes pour la croissance pro-pauvres	
Chapitre 6. La pêche au service d'une croissance pro-pauvres	91
6.1. Vue d'ensemble	92
6.2. La contribution du secteur de la pêche à la croissance et à l'économie	92
6.3. Comment la pêche peut-elle aider les populations à sortir de la pauvreté ?	96
6.4. Politiques de soutien aux pêcheurs pauvres.	100
Notes	104
Chapitre 7. La forêt au service d'une croissance pro-pauvres	105
7.1. Vue d'ensemble	106
7.2. Contribution des forêts à la croissance et à l'économie	106
7.3. Dans quelle mesure les forêts peuvent-elles sortir les populations de la pauvreté ?	108
7.4. La dimension politique du renforcement de la contribution des forêts à une croissance pro-pauvres	111
Chapitre 8. Le tourisme axé sur la nature et la faune au service d'une croissance pro-pauvres	117
8.1. Vue d'ensemble	118
8.2. Espèces sauvages et pauvreté : Filet de sécurité et création de richesses	118
8.3. Rôle du tourisme axé sur la nature dans la croissance et l'économie	119
8.4. Le tourisme axé sur la nature peut-il aider à sortir de la pauvreté ?	120
8.5. La chasse au trophée	124
8.6. Les politiques en vue d'une plus forte contribution du tourisme axé sur la nature à la croissance pro-pauvres	125
8.7. Commerce des espèces sauvages	126
Notes	128

Chapitre 9. Productivité des sols et croissance pro-pauvres	129
9.1. Vue d'ensemble	130
9.2. Contribution de la gestion des sols à la croissance	131
9.3. Politiques et mesures propices à une meilleure gestion des sols	132
Chapitre 10. Sécurité des ressources en eau et croissance pro-pauvres	137
10.1. Vue d'ensemble pour créer des richesses, atténuer les risques et faire reculer la pauvreté	138
10.2. Rôle potentiel de la gestion des ressources en eau dans la croissance pro-pauvres	139
10.3. Assurer une gestion responsable de l'eau	144
10.4. Les politiques de gestion de l'eau pour promouvoir une croissance pro-pauvres	145
Chapitre 11. Les minéraux au service d'une croissance pro-pauvres	149
11.1. Vue d'ensemble	150
11.2. L'économie de l'exploitation minière	151
11.3. Impact de l'extraction minière sur l'environnement	153
11.4. Les possibilités de réduction de la pauvreté offertes par l'extraction minière	153
11.5. Accroître le rôle de l'extraction minière pour promouvoir la croissance pro-pauvres : Des choix politiques	156
Chapitre 12. Les énergies renouvelables au service d'une croissance pro-pauvres	161
12.1. Vue d'ensemble	162
12.2. Tendances récentes : La montée en puissance des énergies renouvelables	162
12.3. Quel rôle peuvent jouer les énergies renouvelables au service d'une croissance pro-pauvres ?	166
12.4. Politiques et mesures destinées à exploiter les avantages potentiels des énergies renouvelables	169
12.5. Conclusions	174
Notes	175
Bibliographie	177

Encadrés

1.1. Changement climatique : Impacts à prévoir sur les pays en développement	29
3.1. La croissance pro-pauvres	38
3.2. Quelques exemples de comptabilisation des activités forestières informelles dans le revenu national	42
3.3. Importance des bassins hydrographiques pour l'électricité urbaine en Afrique	43
3.4. Rémunération des services de protection des bassins hydrographiques	46
3.5. Les priorités politiques de la gestion des ressources naturelles déterminent le taux optimal d'exploitation	47
3.6. Règle de Hartwick et règle de Hotelling	48

3.7.	L'épargne nette véritable : Un indicateur pour l'évaluation du stock global de capital	49
3.8.	Ressources naturelles et populations pauvres en Inde et en Ouganda	52
3.9.	Le prix des crevettes en hausse à Madagascar	55
3.10.	Demande croissante de produits certifiés « commerce équitable » et portant un label écologique	56
4.1.	Conflits résultant de l'antagonisme entre règles formelles et informelles sur l'utilisation des terres	67
4.2.	Les petits pêcheurs sous la coupe des « seigneurs de l'eau » au Bangladesh ...	67
4.3.	Gestion participative des forêts dans l'Himachal Pradesh (Inde) : Les bénéficiaires et leur répartition	69
4.4.	Exploitations minières	70
4.5.	Les lois sur l'eau et leur mise en œuvre en Afrique du Sud	72
6.1.	L'aquaculture a rapidement pris de l'importance sur le plan de l'économie, mais elle n'est pas forcément une activité pro-pauvres	93
6.2.	Le rôle économique du secteur halieutique et aquacole au Bangladesh	97
6.3.	Négocier la contribution des pêcheurs étrangers aux recettes publiques : Des exemples concluants en Afrique	99
6.4.	Amélioration de la gestion de la pêche et augmentation de la rente captée par la Namibie	101
6.5.	Favoriser la croissance de l'industrie crevette de Madagascar	102
6.6.	Croissance pro-pauvres dans la pêcherie du merlu d'Afrique du Sud	103
6.7.	Interdiction des chalutiers au Kerala : Mobilisation des petits pêcheurs en faveur d'une croissance pro-pauvres	103
7.1.	Programmes de plantations satellites en Afrique du Sud (2000)	110
7.2.	La conversion des forêts peut-elle être bénéfique en termes économiques et favorable aux pauvres ?	112
7.3.	Peut-on mettre les marchés du carbone au service du développement forestier ?	113
7.4.	La Bolivie, leader mondial du bois certifié	114
7.5.	Au Brésil, des réserves de saignée au service d'une croissance pro-pauvres	115
8.1.	Croissance pro-pauvres dans les zones protégées en Inde	122
8.2.	Chasse au trophée en Tanzanie	125
9.1.	Agriculture de conservation	133
9.2.	Investissement dans la gestion des sols en Chine du Nord et au Niger	134
10.1.	Otages de l'hydrologie	140
10.2.	Eau d'irrigation et croissance économique en Inde : Grâce aux investissements dans la gestion des ressources en eau, l'Inde est mieux armée face aux aléas du climat	142
10.3.	Estimer la valeur des zones humides du Zambèze en tant qu'infrastructures alternatives	145
10.4.	Les problèmes de l'eau au Pakistan	146
10.5.	Les lois sur l'eau et leur application en Afrique du Sud	147
10.6.	Importance du statut d'occupation en milieu urbain pour l'approvisionnement en eau : L'exemple du Guatemala	148
11.1.	Extraction du diamant en Sierra Leone	154

11.2.	L'extraction minière artisanale en République démocratique du Congo (RDC)	156
11.3.	L'extraction de diamants au Botswana	157
11.4.	L'initiative pour la transparence des industries extractives	158
11.5.	Trois éléments clés pour une bonne gouvernance	159
12.1.	Potentiel géothermique en Afrique	166
12.2.	Analyse coûts-avantages d'un système micro-hydraulique au Népal	167
12.3.	La production durable de biocarburants à petite échelle propice au développement rural au Kenya	169
12.4.	L'énergie éolienne en Inde	170
12.5.	Promotion des systèmes photovoltaïques en Afrique	171
12.6.	Améliorer l'accès du monde rural à l'énergie en Argentine grâce aux énergies renouvelables	172
12.7.	PSAES : Le projet photovoltaïque Sénégal-Allemand	173
12.8.	Fourniture d'électricité par des dispositifs solaires à usage domestique : Yeelen Kura, Mali	174

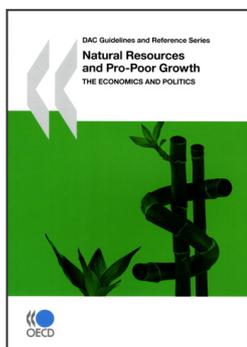
Tableaux

9.1.	Analyse des coûts annuels de la dégradation des sols dans quelques pays sélectionnés	131
11.1.	Économies en développement et en transition fortement tributaires des exportations de minerais : Contributions de l'exploitation minière aux exportations totales	152

Graphiques

3.1.	Répartition de l'ensemble des richesses dans les pays à faible revenu	39
3.2.	Ouganda : Évaluation quantitative des ressources environnementales et naturelles	41
3.3.	Revenu des ménages, province de Masvingo, Zimbabwe	41
4.1.	Caractéristiques des ressources naturelles	61
4.2.	Relations entre acteurs dans une étude de cas sur l'irrigation	65
6.1.	Captures dans la zone économique exclusive de la Mauritanie (ZEE), 1950-2002	93
6.2.	Exportations nettes de certains produits agricoles par des pays en développement	95
6.3.	Exportations de produits de la pêche en Afrique	96
6.4.	Accords de pêche de l'Union européenne avec les pays d'Afrique occidentale et centrale	97
7.1.	Contribution de la forêt au PIB et part des exportations forestières dans les exportations totales dans certains pays	107
8.1.	Effectifs employés dans le secteur du tourisme et des voyages en Afrique, 2006	120
8.2.	Retombées économiques du tourisme lié à l'observation des gorilles en Ouganda	121
10.1.	Évolution des besoins en eau de la production alimentaire	141
12.1.	Énergies renouvelables : Coûts de la production d'électricité en pourcentage des niveaux de 1980, évolution passée et prévue	163

12.2.	Compétitivité des coûts de certaines technologies des énergies renouvelables	164
12.3.	Investissement annuel dans les énergies renouvelables, total mondial, 1995-2007 (milliards USD)	164
12.4.	Taux de croissance des énergies renouvelables (DAES NU, 2005)	165
12.5.	Potentiel énergétique du solaire et de l'éolien selon les régions	165



Extrait de :
Natural Resources and Pro-Poor Growth
The Economics and Politics

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264060258-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2009), « Ressources naturelles et croissance pro-pauvres : Enjeux économiques et politiques », dans *Natural Resources and Pro-Poor Growth : The Economics and Politics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264041844-2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.